

Numéro 70

الحق في الماء
حق دستوري

FIDES

Rapport du Premier Semestre 2019

des mouvements sociaux, suicides et violences

4948 protestations collectives et **146** cas de suicide et de tentative de suicide

Introduction

La continuité des protestations en Tunisie est le résultat de la politique d'inégalité adoptée par l'État et qui a créé une crise structurelle affectant la majorité des secteurs en raison des choix politiques dictés par les fonds internationaux qui, idéologiquement, sont libéraux sans oublier leur réticence totale d'être l'Etat garant des intérêts de tous les catégories sociales en plus de l'absence d'une vision politique, d'un processus de développement et des plans économiques globaux et équilibrés. La politique d'inégalité est apparue à travers le phénomène de développement inégal, la répartition inéquitable des ressources entre les régions, le déclin du niveau la vie, la récession de l'économie, la dégradation de l'environnement et à travers une économie politique basée sur la production d'inégalité et différences sociales. Ainsi les acquis sociaux et les services publics ont régressé, le chômage a noté une augmentation et l'embauche s'est caractérisé par la précarité.

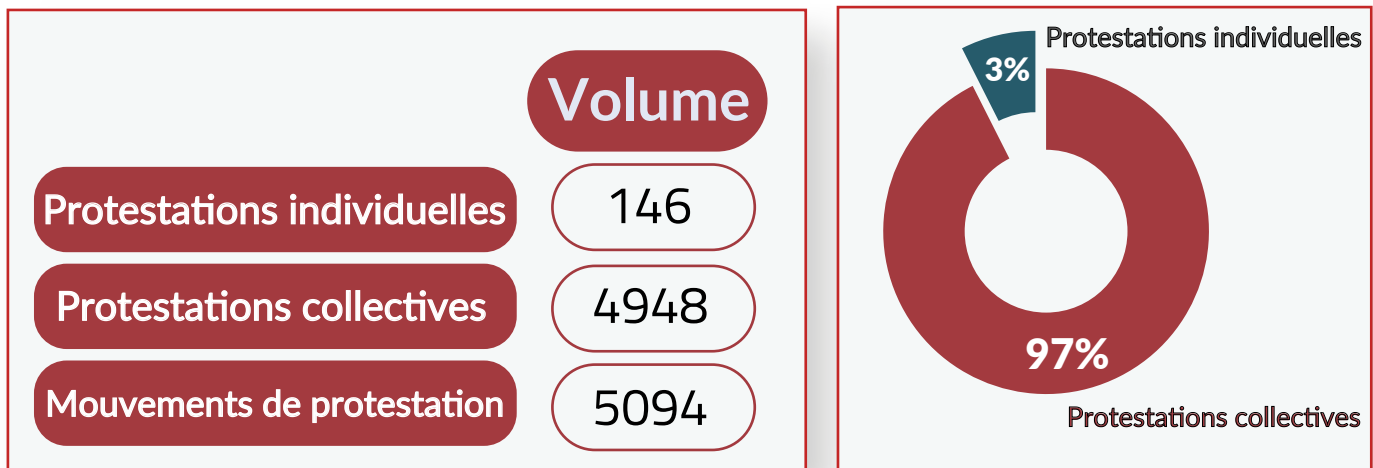
De même, les rôles des fonctionnaires en tant qu'acteurs politiques au sein de l'État et de la classe capitaliste locale ont contribué à approfondir cette politique libérale ainsi qu'à la marginalisation sociale, à l'appauvrissement des paysans, à l'affaiblissement de la souveraineté et de la sécurité alimentaire nationale, à la privatisation du secteur public et de la majorité des institutions de l'État.

La politique de l'État et les options économiques et sociales traduisent "L'absence de bonne gouvernance résultante de la privatisation des institutions publiques associée aux licenciements abusifs des travailleurs dus à la mise en œuvre de la politique de réforme structurelle, qui constitue une source importante de la prospérité de l'économie informelle¹", l'état du pays est devenu un état d'effondrement interne duquel remonte des émanations d'une autre crise de migration de réfugiés et une autre de personnes déplacées, exprimant un contexte bien meublé d'inégalités sociales et économiques.

Les mouvements sociaux protestataires au premier semestre de 2019

Les six premiers mois de cette année ont été marqués par la continuité de la tension sociale qui rejette la dégradation des conditions de vie et la croissance de la crise économique et sociale.

Malgré la tendance à la baisse adoptée par les manifestations sociales observées par l'Observatoire Social Tunisien à travers l'échantillon de travail en appui, avec une différence de 870 mouvements de protestation entre le mois d'avril et celui de juin ; a situation commence par un ardent troisième trimestre de l'année qui coïncidera avec la rentrée scolaire, universitaire, et politique.



Cette tendance à la baisse du nombre de manifestations, qui était d'environ 65 %, coïncide avec une période connue comme l'accalmie relative du mouvement social en raison du fait qu'elle coïncide avec le mois de jeûne, comme en témoignent les rapports de mouvements sociaux que le Forum Tunisien pour les Droits Economiques et Sociaux a publiés depuis le lancement du projet de l'Observatoire Social Tunisien il y a plus de cinq ans.

Les mouvements protestataires et géographie de la rébellion et de la négation

Les mouvements de protestation ont été caractérisés par la diversité des acteurs, nous trouvons des parents, des habitants, des militants des droits de l'homme, des enseignants, des instituteurs, des députés, des élèves, des travailleurs, des employés, des diplômés en chômage, des professeurs d'université, des médecins, des cadres paramédicaux et des travailleurs des parcs municipaux, des agriculteurs, chauffeurs de louages, et de taxis, des chauffeurs de transport ruraux, du personnel de sécurité, des marins et des journalistes.

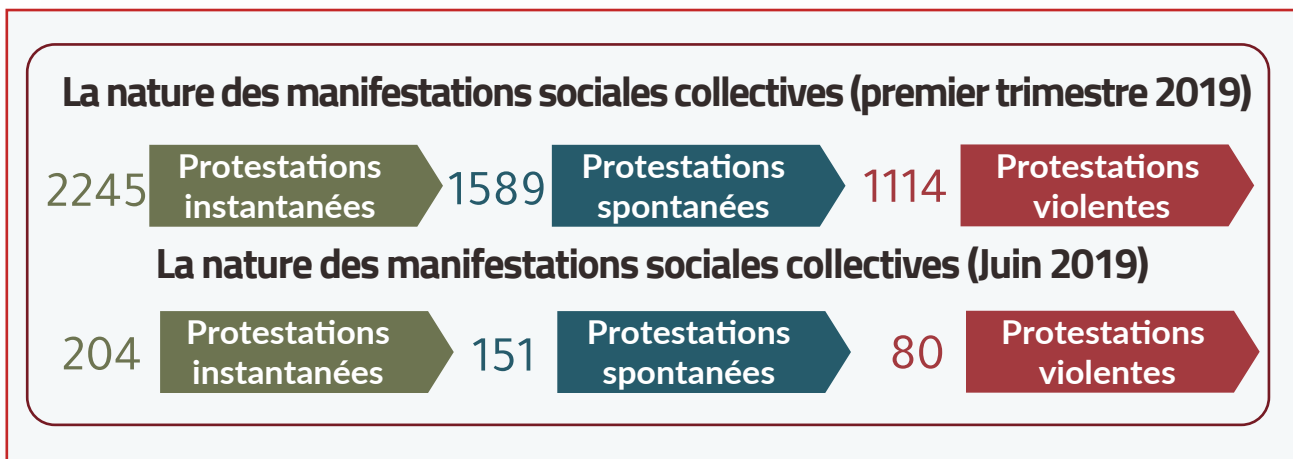
Les moyens de protestation utilisés	Les acteurs sociaux initiateurs des mouvements
Médias sociaux, marches pacifiques, boycott des examens, restriction d'accès aux cours	Parents, habitants, activistes
Appels aux médias, blocage de routes, entrée forcée aux locaux administratifs, brûlure de pneus	Employés, travailleurs, activistes
Sit-in, grève	Ouvriers de chantier, diplômés chômeurs, chômeurs, docteurs, employés de services médicaux
Pétitions, fermeture de locaux, port du brassard, migration en bateau, marches vers la capitale, migration	Journalistes, chauffeurs de taxis, chauffeurs de taxis collectifs, agriculteurs, pêcheurs

En ce qui concerne les mécanismes de protestation, nous relevons des rassemblements, des sit-ins et des appels à travers les réseaux sociaux et à travers les médias visuels, audio et écrits, les blocages de routes et des lieux de travail, les pneus brûlés, les grèves, la marche vers la capitale, les pétitions de protestation, les ports de brassards rouges, l'entrée par effraction dans les institutions administratives, les grèves sauvages de la faim, la désobéissance civile, la couture des bouches, la migration par bateau et la migration collective.

Les espaces de protestation		Les sujets des mouvements de protestation	
Institutions éducatives	★ ★ ★	Institutions éducatives	★ ★ ★
Chemins, siège social administratif, services municipales, bureaux des gouvernorats, bureaux des délégations	★ ★ ★	Services municipales, SONEDE, gouvernorats, délégations	★ ★ ★
Espaces de travail, hôpitaux	★ ★	Ministres, chef du gouvernement, hôpitaux	★ ★
Institutions judiciaires, siège social du ministère, palais présidentiel	★	Autorité judiciaire, président	★

Outre la multiplicité des espaces qui ont été témoins des mouvements d'indignation et de protestation, nous trouvons des routes, les sièges administratifs, les places publiques, les établissements d'enseignement, les sièges d'institutions gouvernementales tels que la S.T.E.G., la S.O.N.E.D.E., la Société tunisienne de transport, les offices, les organisations nationales, les Hôpitaux, les services municipaux, les sièges ministériels, la présidence du gouvernement, la présidence de la République et les établissements judiciaires.

Le nombre total de mouvements de protestation observés dans régions était de nature collective et spontanée dans son ensemble (environ 50 %)



Les protestations : participation politique et affaire citoyenne pour une reconnaissance sociale

L'accomplissement de la question de la démocratie passe par l'engagement du citoyen puisqu'elle constitue une préoccupation commune entre lui et tous les citoyens pour les affaires publiques. Ainsi en leur attribuant des petites tâches aux individus citoyens et leurs directions les impliquent plus dans l'affaire publique de manière à leur garantir la participation à la préoccupation collective commune, mais ceci n'est pas une fonction nécessaire de leur attribution des libertés et droits économiques, sociaux et environnementaux, en particulier au niveau local et ici la médiation est établie avec l'autorité centrale et les individus peuvent gérer et renforcer la démocratie par le biais de leaders du changement et de voies politiques et syndicales dans les localités.

La participation politique joue un rôle important dans la dynamique de la vie politique, syndicale et des droits de l'Homme et est un indicateur de la capacité de la communauté politique à bâtir et à changer. Ainsi, l'évocation du concept de participation politique des individus, que les chercheurs ont classé sous une forme contractuelle ou consensuelle et une forme non contractuelle ou non consensuelle, constitue « la participation à la politique de la patrie signifie la santé morale et civile pour l'individu et la vie politique de la société à titre égal ² ».

La participation à la vie publique est un droit et un devoir, qui est une pratique rationnelle qui repose sur le leadership comme stratégie et un moyen et non comme un objectif ; cette participation dépend des qualifications et des incitations qui sublime la participation symbolique, par exemple, à la participation réelle et des niveaux de participation, nous trouvons la maîtrise de l'information, d'exprimer des opinions et prendre des initiatives ³. Elle prend diverses manifestations, y compris officielles et non-officielles : le premier type englobe toutes les formes d'implication directe dans les structures civiles et politiques telles que les associations, les syndicats, les partis et les organisations, alors que la participation illégale ou non-officielle renvoie à des Sit-ins, des manifestations et autres formes de protestation ⁴».

la participation se réfère à la capacité d'agir émanant de la conscience des individus et de leur volonté d'atteindre des objectifs qui vont au-delà des niveaux individuels à des niveaux collectifs pour atteindre l'intérêt général du groupe en la considérant comme un intérêt national.

En conséquence, tout cela se diversifie à travers des formes de protestation comme expressions sociales, de besoins que l'Etat a négligé au milieu de nombreuses crises dans lesquelles le citoyen, qui n'est même plus en mesure de jouir de ses droits fondamentaux tels que stipulés dans la Constitution tunisienne, ont tous été observés au cours des six premiers mois de 2019 ; La crise de l'éducation, la crise de la soif, la crise de la santé, la crise des infrastructures, la crise de l'emploi et la crise de l'environnement ont conduit à de nouvelles manifestations de violence et de suicide à la lumière de l'effondrement et de la fragmentation des institutions sociales.

Quelles sont les formes de protestation les plus importantes lors des mouvements qui ont eu lieu dans tous les gouvernorats de Tunisie ? Quelle sont leurs spécificités ? Comment les manifestations sociales sont-elles réparties géographiquement ? Quel est le sens des nombreuses crises dans la société tunisienne et est-ce que l'Etat tunisien et ses institutions sont-ils capables d'en sortir ? Quel est l'impact de cette crise structurelle sur l'émergence des phénomènes de suicide et de la violence comme formes de négation et de rébellion de la réalité tunisienne ?

Répartition géographique des mouvements sociaux protestataires pendant le premier semestre de l'année 2019

Une fois de plus, le gouvernorat de Kairouan est à l'avant-garde des tensions sociales, mis en évidence par le nombre de manifestations sociales observées, estimé à 14% du total des manifestations observées pendant le mois d'avril, 22% du total des manifestations observées en mai, puis à 18% du nombre total de manifestations observées au cours du mois de juin, 76 des 435 protestations ont eu lieu à Kairouan durant le mois de juin. Globalement, la région a connu 543 mouvements de protestation qui ont été signalés au cours du deuxième trimestre de 2019, sur un total de 2 655 mouvements de protestation observées dans diverses régions.

Gouvernorat	Jun 2019	premier semestre 2019			
Bizerte	20	142	Monastir	12	148
Tunis	10	365	Mahdia	10	108
Ariana	2	6	Sfax	10	245
Manouba	0	68	Kairouan	76	821
Ben Arous	9	49	Kasserine	26	285
Zaghouan	0	28	Sidi Bouzid	73	453
Nabeul	14	241	Gabes	35	83
Jendouba	6	275	Medenine	12	179
Beja	6	75	Tataouine	12	179
Kef	30	187	Gafsa	54	421
Seliana	0	170	Tozeur	13	82
Sousse	5	292	Kebili	0	46
			Total	435	4948

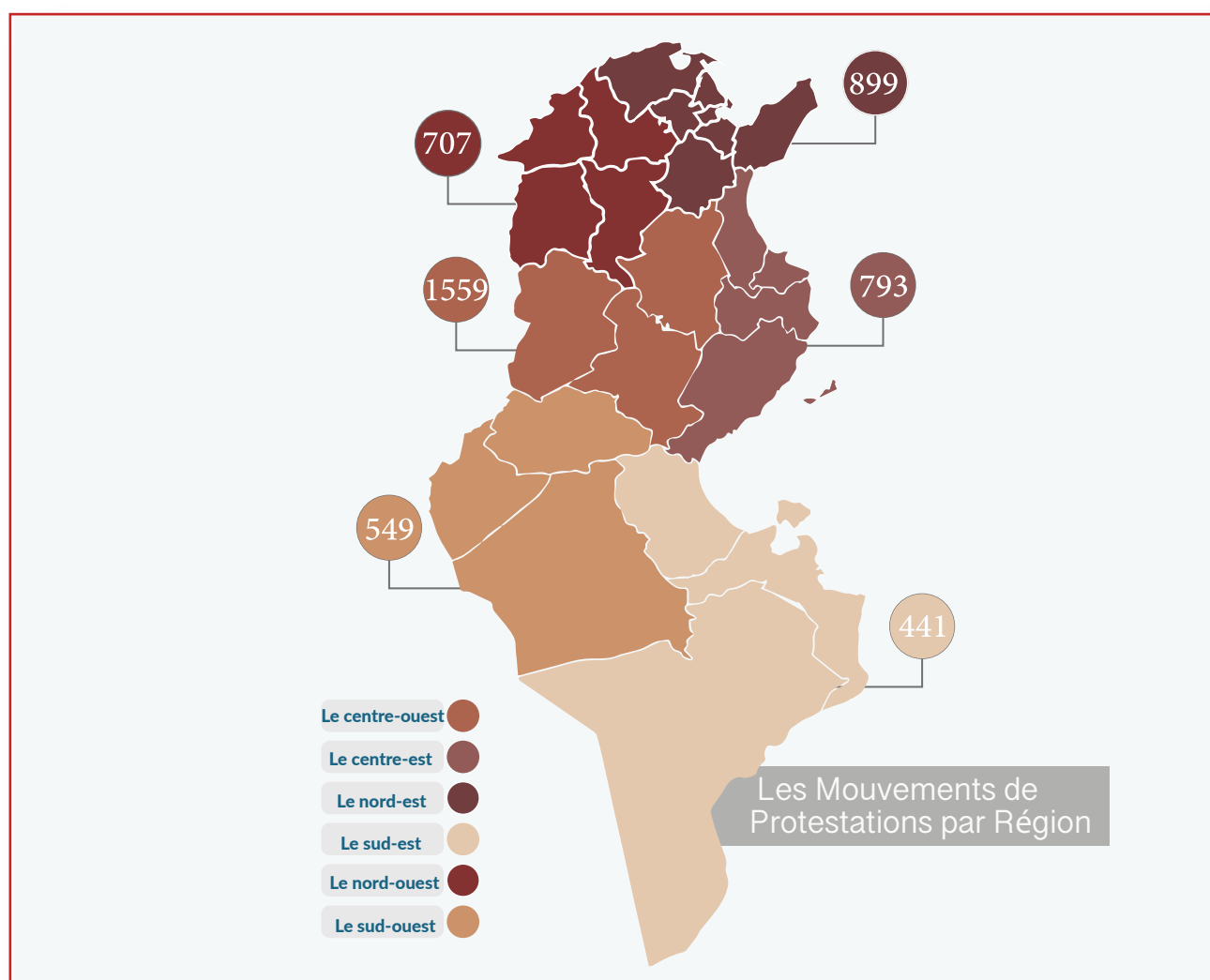
Les gouvernorats de Gafsa et Sidi Bouzid ont maintenu une position avancée sur la carte des mouvements sociaux, avec 213 mouvements de protestation pour la première et 259 pour la deuxième au cours du deuxième trimestre de cette année.

La plupart des revendications soulevées par les manifestants dans les trois gouvernorats avec un arrière-plan économique et social étaient d'améliorer les conditions de vie, d'assurer l'emploi, le développement et la justice sociale, ainsi que d'améliorer l'infrastructure et d'assurer les services de base tels que l'eau potable, l'électricité, les transports et les services de santé et administratifs.

Les gouvernorats de Tunis et celui de Tataouine figurent également sur la carte des protestations, avec un total de 135 mouvements de protestation pour Tataouine et 201 manifestations pour le gouvernorat de Tunis lors de ce deuxième trimestre.

L'augmentation du niveau des mouvements de protestation dans le gouvernorat de Tunis, qui est le centre du district de la capitale, peut s'expliquer par la grande congestion sociale vécue par le pays au cours du mois d'avril en réponse à la décision d'augmenter le prix du carburant annoncée fin mars. La région de la capitale a vu la plupart des manifestations rejetant cette décision, par les chauffeurs de taxi, dont certains se sont précipités pour fermer les entrées de la Capitale.

Aussi le retour des tensions sociales à Tataouine a été également dû au non-respect par le parti officiel de l'accord avec les manifestants du Camour.



La manifestation est une participation qui reflète le développement des capacités des individus à comprendre clairement leurs problèmes et à mobiliser toutes les possibilités disponibles pour faire face à ces problèmes de manière réaliste, ou « d'organiser la vie politique et de suivre l'exercice des fonctions politiques dans le cadre de l'état et d'enraciner et de développer des systèmes politiques et la pratique politique pour devenir plus démocratique dans le traitement et plus respectueux de la dignité humaine et ses revendications⁵ » " car elle signifie "le processus par lequel l'individu contribue librement et consciemment à façonner le mode de vie de sa société dans les aspects économiques, sociaux et politiques ... Cela devrait lui donner l'occasion de contribuer au développement des objectifs généraux du mouvement de la société et de visualiser les meilleurs moyens d'atteindre ces objectifs et de déterminer son rôle dans l'accomplissement des tâches quotidiennes qui se rassemblent au niveau national sous la forme d'objectifs généraux⁶ », contribue à la formulation et à la défense de ceux-ci et s'oppose à tous ceux qui s'y opposent.

C'est également un indicateur important de la croissance sociale et de l'efficacité des segments sociaux, ainsi qu'une orientation mure et rationnelle reflétant une profonde compréhension des droits et des devoirs de la citoyenneté: les regroupements, le rassemblement et la manifestation devant des institutions publiques sont apparus comme un modèle dominant en premier place au travers des données recueillies au cours de ces six mois, suivi d'un brigandage de la voie comme une manière d'exprimer la protestation est apparue à la deuxième place, apparut particulièrement dans les zones rurales, villageoise ou non urbaines, suivie des opérations médiatiques puis des grèves et sit-in.

Ces expressions protestataires sont considérées comme des expressions d'une affirmation collective d'existence sociale et politique, libérées du contrôle du pouvoir de l'État, qu'elles soient spontanées ou bien organisées, elles menacent les organes institutionnels et la tranquillité de l'ordre public et c'est une méthode d'expression légitime des attentes collectives, constituant une forme de participation politique reconnue, aussi la mobilisation de la foule sur la voie publique est également l'un des moyens par lesquels "les citoyens et les citoyennes aient recours pour exprimer leurs points de vue sur la politique de l'Etat et faire pression sur l'autorité politique ou le parti au pouvoir pour qu'ils adoptent une politique ou des lois qui reconnaissent les droits de l'Homme et servent les intérêts des citoyennes et des citoyens⁷", il constitue donc un moyen démocratique d'exprimer une opinion ou une position politique d'une manière collective ou pacifique.

Ces formes de protestation se caractérisent par l'utilisation du réseau relationnel entre les individus et par l'utilisation du visage, en particulier des lèvres, pour exprimer le but de cette activité de lutte par la parole, en brandissant des slogans, en chantant des chansons et en criant pour créer des envois interactifs entre les individus protestants, ainsi qu'en utilisant des gestes d'applaudissements, l'exercice de mouvements exprimant la colère et le rejet également à travers les mouvements des jambes, que ce soit marcher ou s'asseoir dans un lieu public de symbolique ou danser des chansons sarcastiques ou sauter et la répétition des slogans de lutte est un moyen

5. وحيدة بورغدة، المشاركة السياسية والتمكين السياسي للمرأة العربية: حالة الجزائر، المجلة العربية للعلوم السياسية، ص136

7 Mayer Nonna et Pascal Perrineau, 1992, les comportements politiques, Paris, Armand colin, p40

6 وحيدة بورغدة، مرجع سابق، ص136

de communication qui crée une intimité au sein du groupe et également un bouillonnement social pour les foules récalcitrants, comme cela crée une dynamique au sein du groupe adoptif de cette forme de lutte, elle sont des schémas de l'acte de rébellion et de protestation et les formes de lutte sur le terrain, qui sont un langage enchâssé dans une réalité sociale particulière qui vise à l'exprimer et à représenter le groupe de protestation, qui mobilise le mouvement social et qui légitime l'existence d'organisations qui la représentent, donc c'est un moyen stratégique d'imposer sa présence sur la scène politique qui consiste à créer une interface et à prouver l'existence du groupe⁸», ainsi « la manifestation constitue un modèle d'action militante généralement adopté par les groupes aux ressources frêles de notre monde social contemporain⁹. Le trait le plus marquant de "l'invocation d'une manière directe du Politique"¹⁰ pendant les manifestations, donc la lutte est à travers de nombreuses formes de militantisme, dont la plus importante est une caractéristique des sociétés contemporaines, car la lutte "crée le futur des sociétés et les change" ¹¹

Pour aborder le discours du lien entre notre sujet de recherche sur la lutte en tant que participation politique non contractuelle est liée à la mémoire collective des acteurs et a une grande signification sociologique, qui est dans la mémoire, qu'elle soit sociale ou non, qu'elle surgisse dans ses manifestations individuelles ou collectives.

Dans la sociologie de la crise

Répartition des mouvements protestataire selon les secteurs durant le premier semestre de 2019

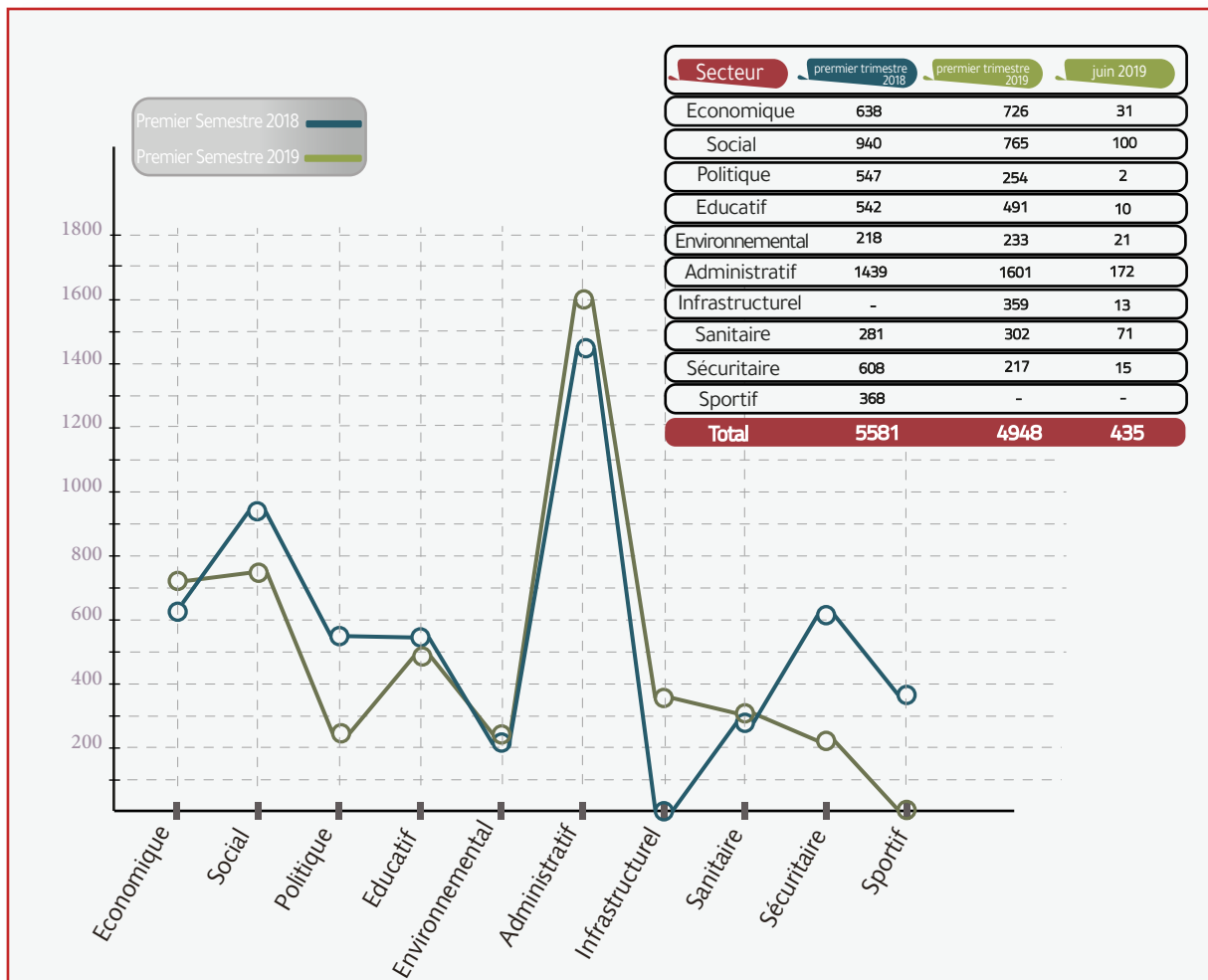
La soif a été une demande majeure pour la plupart des mouvements de mai, où de nombreuses régions témoignent des mouvements à grande échelle contre la soif, comme le lancement de la campagne "Gafsa a soif", qui s'est transformée en un mouvement de protestation mené par des activistes et des citoyens en face du siège du gouvernorat exigeant la fin de la soif sur de nombreuses zones dans la région, notamment les zones du bassin minier. La moyenne de fréquence d'interruption de l'eau potable dans de nombreuses régions dépasse une semaine ou plus note que la société nationale d'exploitation et distribution de l'eau note dans son rapport statistique de 2017, que le taux de raccordement du réseau en 2017 était d'environ 84,5% et que le taux d'approvisionnement national est estimé à 97,9%, mais les mouvements des manifestants anti soif selon la carte observé confirment que ces manifestants ne sont pas uniquement les 2,1% qui ne bénéficient pas des services de la S.O.N.E.D.E. qui ne sont également pas des 15,5% qui ne sont pas raccordés au réseau d'eau, mais beaucoup parmi eux sont des clients de cette entreprise nationale, en particulier dans l'intérieur et dans les zones rurales, qui souffrent de coupures d'eau soudaines sans aucun avertissement ou avis préalable, et cette interruption coïncide parfois avec des vacances d'Aïd, ce qui s'est produit pendant la fête de l'Aïd al-Fitr, au début du mois de juin, dans de nombreuses régions.

⁸ Olivier fillieule et Danielle tartakowsky, 2008, la manifestation, paris, presses de sciences po, P155.

⁹ Olivier fillieule et Danielle tartakowsky, Ibid., P66.

¹⁰ Olivier fillieule et Danielle tartakowsky, Ibid..Opcit, P67.

¹¹ Tim Jordan, 2003, s'engager ! Les nouveaux militants, activistes, agitateurs. . . , Paris, éditions autrement, p18.



En plus de la soif, l'inflation des prix menace la paix sociale, en particulier les prix des denrées alimentaires, qui effrayaient de nombreuses personnes à faible revenu de famine, et bien qu'il n'y ait pas eu de mouvement de protestation sur le terrain pour contrôler les prix et mettre fin au monopole et à l'écroulement des marchés, sauf que les sites des réseaux sociaux sont devenus la scène à de larges critiques à cet état d'effondrement continu du pouvoir d'achat et la transformation du Ramadan en une saison de monopole par les propriétaires des chambres frigorifiques, ce qui a forcé les autorités à prendre des mesures pour dissuader le monopole pendant le mois de Ramadan.

L'importance scientifique de parler de la crise et de la manière comment la gérer est intimement liée à l'influence réciproque entre la crise et la structure du système. La Tunisie a connu des crises depuis le XIXe siècle, dont les causes étaient le système de régime autocratique, c'est-à-dire la règle individuelle absolue, non limitée par une constitution ou par des lois, comme ce fut le cas avec la parenté et le clientélisme politique a un rôle à jouer un rôle qui est devenu la règle d'attribution des fonctions sans revenir aux compétences du peuple, comme en témoigne à cette époque le manque de compétence et de capacité des organes de l'État et la corruption dont souffre le Trésor public après tout cela sur le plan économique, financier et social, ce qui a incité de nombreux réformateurs à considérer ces Les problèmes ont été le témoin d'une augmentation significative des impôts, créant un état de strangulation social.

Les contextes antérieurs ont affecté la phase ultérieure vécue par la société tunisienne. Et les crises politiques et sociales se sont poursuivies, en particulier après avoir guidé l'économie tunisienne et dirigé les principaux choix politiques qui ont affecté la nature des conflits politiques et sociaux et influe aussi les expériences économiques et le développement qui a été à l'origine de chaque crise politique ou économique vécue par la société tunisienne.

Ce qui a rendu plus difficile l'opération d'administration de ces crises et les moyens d'y intervenir ou de sortir et de s'y embourber, son gérance signifie « une manière de la traiter qui réduit leurs dommages, qui est dans l'imaginaire arabe, le processus de gouvernance qui est effectué par la politique afin d'être adapté à la pérennité des institutions et une épreuve de leur compétence, qui est l'art de gérer les équilibres et de s'adapter à Les différentes variables et la recherche de ses portées dans tous les domaines, dont les causes résident dans le manque d'information, l'incompréhension, la perception erronée et d'imagination, la sous-évaluation, la conspiration et la parade de la force¹² ». Aussi sa gouvernance nécessite également des efforts pour empêcher son extension et sa sévérité, ce qui peut être très difficile car elle oblige met les décideurs sous forte contrainte à agir rapidement et de manière décisive pour provoquer les opposants et pousser à des positions plus rigides, prolongeant la portée et la gravité des crises qui peut conduire à la prolongation de leur durée. "Ce qui semble être une balle tirée à Sarajevo pourrait se terminer par une guerre mondiale"¹³.

Dans notre processus de suivi des crises de nature politique ou sociale que la Tunisie a connues en 2019, il apparaît clairement pour nous que derrière chaque crise se cache la question de la législation qui perturbe le développement des changements sociétaux et entrave les moteurs de l'histoire, produit des conflits entre les groupes sociaux, Donc la crise législative en est la locomotive. Ainsi, la réclamation que l'intervention de l'état et la redistribution continuent d'apparaître constamment, ce dont a fait multiplier les crises, y compris sociales, économiques et environnementales : une crise de soif, une autre du carburants et le simple citoyen se trouve éventrer entre elles.

Et ces choix économiques ont des répercussions sur l'affaire sociale citoyenne. Les réserves d'appartenance et légitimité a été érodée par le facteur de force et de violence symbolique pratiqué par l'État où la grande majorité des citoyens ne se sentent pas une véritable appartenance au système politique et sont devenu déjà isolés d'elle, car il ne répond pas à ses espérances.

12. عبد الله إبراهيم, 2008, ادارة اللازمة : مقارنة التراث والاخر, م غ م , مركز البحوث والدراسات, ص 25

13. فرانك بيلي, 2004, معجم بلاكوبيل للعلوم السياسية , دبي مركز الخليج للابحاث , ص 178

La répartition géographique des protestations premier Semestre 2019

Protestations instantanées

Bizerte	61	Monastir	55
Tunis	141	Mahdia	46
Ariana	3	Sfax	106
Manouba	39	Kairouan	411
Ben Arous	17	Kasserine	128
Zaghouan	11	Sidi Bouzid	200
Nabeul	144	Gabes	35
Jendouba	133	Medenine	86
Beja	33	Tataouine	82
Kef	79	Gafsa	171
Seliana	79	Tozeur	36
Sousse	126	Kebili	23

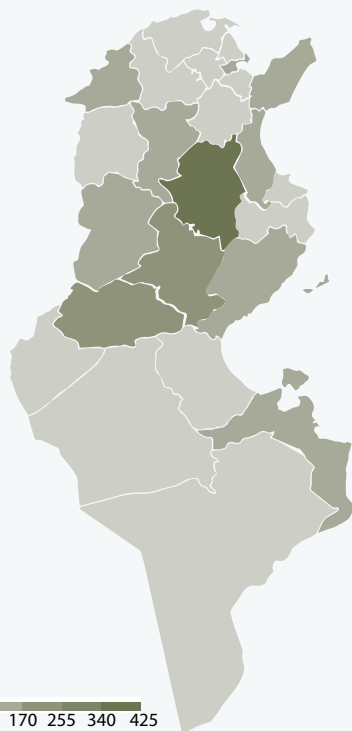
Protestations spontanées

Bizerte	57	Monastir	38
Tunis	144	Mahdia	29
Ariana	1	Sfax	77
Manouba	16	Kairouan	252
Ben Arous	13	Kasserine	87
Zaghouan	9	Sidi Bouzid	171
Nabeul	53	Gabes	28
Jendouba	66	Medenine	78
Beja	24	Tataouine	57
Kef	65	Gafsa	151
Seliana	44	Tozeur	28
Sousse	85	Kebili	16

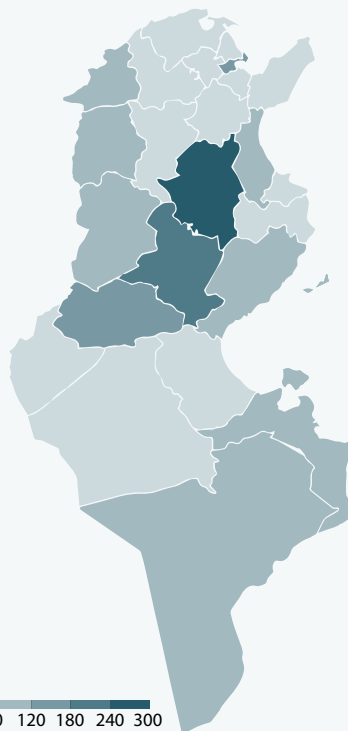
Protestations violentes

Bizerte	24	Monastir	55
Tunis	80	Mahdia	33
Ariana	2	Sfax	62
Manouba	13	Kairouan	158
Ben Arous	19	Kasserine	70
Zaghouan	8	Sidi Bouzid	82
Nabeul	44	Gabes	20
Jendouba	76	Medenine	15
Beja	18	Tataouine	40
Kef	43	Gafsa	99
Seliana	47	Tozeur	18
Sousse	81	Kebili	7

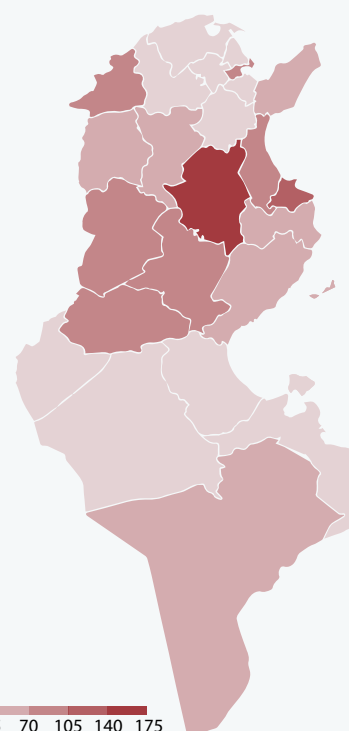
Protestations instantanées



Protestations spontanées



Protestations violentes



Cette idée conduit à une situation d'épreuve générale de la société, c'est-à-dire la tension entre l'administration et le besoin d'orientation et d'identité citoyenne, les mouvements de protestation sont forcément un produit de la crise résultante de l'absence de réponse des institutions gouvernementales à des concepts tels que la citoyenneté, la justice ou le bien commun, qui est une lecture similaire avec la réalité tunisienne et ce qu' a produit le litige entre les partis et les partenaires sociaux, comme des crises chargées de nature politique et sociale, telles que la crise de l'éducation, la crise du secteur de la santé, la crise du secteur agricole, la crise de l'eau potable et la crise de l'individualité. Ce qu'a vécu la société tunisienne pendant les six premiers mois de 2019, et c'est une bataille de principalement de droit, « Ce qui a fait bien entendre la voix pour établir l'avenir de l'humanité : la voix environnementale, la voix politique, la voix sociale... » . Avec une inflation qui monte à 7% et un taux de chômage à 15,3% et une régression du développement économique à 1,1% selon les statistiques de l'Institut national de la statistique de mai 2019, aussi, l'infrastructure est délabrée , ce qui atteint parfois le seuil de l'inexistence, même l'éclairage dans les avenues et les rues ou l'absence d'un mur autour des écoles qui protège les enfants des reptiles et chiens errants, ou aussi la négligence des monuments architecturaux archéologique comme certains monuments archéologique de Kairouan.

Type de protestation	Secteur	Econo-	Social	Politique	Educatif	Environ-	Adminis-	Réligieux	Sanitaire	Sécuri-	Sportif	Infra-
		mique				nemental	tratif			taire		structurel
Protestations instantanées	premier trimestre	356	285	30	194	50	894	-	165	226	125	0
	Juin	15	43	1	5	10	82	-	36	6	0	6
Protestations spontanées	premier trimestre	181	224	74	173	46	617	-	125	90	106	0
	Juin	10	34	1	4	8	60	-	22	6	0	6
Protestations violentes	premier trimestre	173	139	10	10	58	451	-	84	52	66	0
	Juin	6	23	0	1	3	30	-	13	3	0	1

Crise de l'éducation

Tous les gouvernorats ont été touchés et les plus importantes raisons ont été le refus de l'abandon l'école publique ainsi que d'autres demandes liées aux salaires et le statut de l'éducateur au sein de l'établissement d'enseignement.

A l'exemple du rassemblement de protestation effectué par la famille éducative à l'école de base Abu Qasim Chebbi à Houmet Souk de Djerba, dans le gouvernorat de Médenine, sur Mars 11, 2019.

Crise agricole

Indemnisation des agriculteurs dont l'agriculture a été frappée par des incendies de l'été dernier, la politique de l'Etat dans le processus d'exportation, la crise de l'ALECA, les incendies et la non-compensation des dommages des agriculteurs, qui a dépassé 318 incendies dans une superficie de 1680 km² selon les statistiques de l'Administration générale des forêts pour 2016.

A l'exemple de l'obstruction de la route par les agriculteurs du village d'Om al-Somâa en Kabylie le 15 janvier 2019.

Crise de l'emploi et du développement

Tous les gouvernorats ont été touchés et inclus les mouvements de chômeurs et d'enseignants-remplaçants qui n'ont pas reçu leurs salaires, les granges, le développement local, la question des projets en suspens.

A l'exemple du sit-in d'Al-Soumoud réalisé par 49 jeunes diplômés de l'enseignement supérieur et chômeurs supérieurs depuis plus d'un an dans le gouvernorat de Kasserine le 3 avril 2019.

Crise de la soif

La raison la plus importante est la coupure d'électricité sur les associations de l'eau pour ne pas remplir leurs dettes à la société de distribution d'eau pour fournir aux citoyens de l'eau potable, l'absence d'une politique de l'eau pour l'Etat et selon les indicateurs d'infrastructure de l'Institut national de la statistique pour 2014 nous constatons que le taux de raccordement des habitations au logement aux réseaux d'eau potable est de 87,1 % et l'approvisionnement en eau potable est de 98,2 %, tandis que le taux de l'accordage des habitations au réseau d'assainissement est de 86,4 %.

Crise sanitaire

Le manque d'équipements de santé et la négligence au sein des centres médicaux qui ont entraîné la mort d'un groupe d'enfants en raison de la faiblesse des indicateurs de l'infrastructure sanitaire des hôpitaux publics du secteur public, qui n'ont pas dépassé 15 hôpitaux en 2017 et les instituts et centres spécialisés ne sont que 22, 31 hôpitaux régionaux et 107 Hôpitaux locaux selon le dernier recensement réalisé par le ministère de la Santé Publique en Tunisie.

A l'exemple d'un rassemblement de protestation effectué par les cadres et agents de l'hôpital Mongi Slim à Tunis le 8 janvier 2019.

Crise du secteur public

Opérations d'abandon et de privatisations, opérations des services et bureaucratie de l'administration tunisienne.

Crise environnementale

En particulier dans les gouvernorats de Sfax, Gabes et Gafsa pour où se concentre les institutions industrielles et l'absence d'un hôpital universitaire ou d'équipement pour traiter les maladies tumorales graves conséquent, la situation environnementale à Bizerte y est inclus également, qui consiste à la non-protection du lac de Bizerte contre les dépassements de l'usine de sucre et les émissions de gaz et les sécrétions industrielles.

Crise de la couverture sanitaire

pour les travailleuses agricoles et pour de nombreux groupes sociaux vulnérables, en particulier ceux qui travaillent dans les parcs municipaux avec un contrat à durée limitée...

Les protestations sont nées des voix chargées de beaucoup de violence et chargées de nombreuses formes de suicide réfutant une réalité qui accable les citoyens.

La crise dans chaque secteur est considérée comme une réalité procédurale dans laquelle les états, les situations et les décisions, changent, les essais de processus et la complexité pour révéler le rejet et la rébellion qui se produisent ou une réalité sociale ou politique pousse une position ou un tournant qui peut conduire à deux choses, négative ou positive dans la sphère politique, qu'elle soit interne ou externe à titre égales. Ce qui se traduit deux choses ; la stabilité et l'instabilité, la violence et la non-violence, des conflits et la résolution des conflits.

Ce phénomène reflète une tension qui peut parfois être très rapide entre deux individus, deux groupes, deux pays ou deux syndicats... En raison d'un désaccord avec des opinions ou des positions sur une question, la situation de tension peut se transformer en une situation de conflit potentiel ou réel, d'une manière ordinaire ou bien soudainement, ce qui affecte la nature des relations existantes, ce qui implique la menaces des intérêts et la possibilité d'une confrontation directe ou indirecte dans un laps de temps, de nombreux très graves incidents peuvent s'y naitre, appelant les parties impliquées dans la crise à prendre des mesures comme l'exige le contexte et la situation. Ce qui laisse la crise exprimer l'existence d'un danger diriger vers les objectifs et valeurs soutenus par les partis en conflits. Qui est un rite de passage entre les divers partis ayant de nombreuses parties qui ont des perceptions et des représentations sur les résultats actuels et à venir de cette situation, et les résultats suivants sont généralement une vision qui examine les situations sociales et politiques et leurs conditions, accompagnée d'un sentiment d'incertitude quant à ce qui se passe et ce qui se passera à l'avenir, menaçant les options et les alternatives fiables pour faire face à de nouvelles situations.

Elle affecte également les intérêts, les valeurs et les idéaux d'une partie spécifique afin qu'elle se sente menacée et en danger, ce qui nécessite une réponse rapide qui justifie la possibilité d'une violence soudaine pour éliminer cette menace, qui affecte les intérêts vitaux et la sécurité, la crise passe soit par une escalade et en atteignant une véritable violence entre les parties en conflits ou une tendance à la réduction, l'absorption, au relâchement.

C'est ce qui s'est passé dans les protestations de l'éducation, que l'apparition de crises est liée au fait que les unités de base (individus, États ou groupes ...) sont des unités différentes dans leurs capacités, moyens, idées, la nature de leurs compositions, le progrès et le retard et la qualité de leurs orientations de prise de décision, toutes ces variables conduisent à des invocations entre les domaines de la sécurité sociale et les intérêts et dans le « en cas de perte ou de trébuchement ou d'utilisation d'une langue de communication ou de dialogue entre les parties en conflit, cela est suffisant pour contenir l'attitude. La situation peut évoluer vers un état d'incompréhension entre les acteurs de l'attitude, ce qui peut conduire à un état de tension et peut être affecté par les circonstances qui l'entourent et conduisant souvent à une aggravation de l'intensité de la tension qui la déclenche en la voyant se réaliser.

Les répercussions des crises à dimension politique sont l'une des crises les plus graves qui exposent l'État à la fragmentation, à l'effondrement tout en la laissant en danger, en raison de la sensibilité de son statut et de l'exhaustivité de son impact et de sa liaison avec les dimensions locales, régionales et internationales, et qui préparent et affectent soudainement les intérêts nationaux et justifient les groupes d'opposition et activent Les mouvements et les éléments irritables tout en créant également une sorte d'instabilité et de déséquilibre politique entre les forces politiques nationales conduit à une situation de tension entre les groupes de la société qui l'amène à protester, manifester la désobéissance civile, quand elle continue et se développe pour générer des crises accompagnantes qui sont difficiles à affronter et à résoudre et qui déteint considérablement sur une grande partie de la société et les pousse à rejeter, à se rebeller et à se révolter, ce qui menace le système politique et social et les articulations de la décision politique.


La nature des crises et leurs contenus

Les crises	Leurs contenus
La légitimité	Différences entre les élites et autres opposées à elles sur le système de principes des institutions des organisations politiques qui peuvent mobiliser une loyauté commune envers le système politique ou l'État
La participation	Désaccord sur la question de l'octroi de droits politiques et sociaux à tous les individus (y compris le droit de vote)
La répartition	Une lutte pour la connaissance des limites des appareils de l'état à imposer des conditions sociales et économiques égales entre les individus, les entités et les groupes locaux et régionaux
L'intervention	Une lutte pour la connaissance des limites des appareils de l'état à établir un réseau administratif pour un parti ou un territoire dont les membres ne sont pas soumis au niveau central

En conséquence, le sens de la violence grandit dans le processus de l'histoire, qui exprime le rejet de l'exploitation et le monopole des intérêts communs et la croissance de la vie sociale se complique et domine l'État, et les contradictions ici se terminent par une explosion dans laquelle une révolution émerge sur cette réalité sociale, et une protestation contre elle, de sorte que la crise trouve ses racines dans le cycle économique et la subdivision croissante du travail, ainsi les formes de perturbation des normes s'accroîtront et l'absence de règles de contrôle conduisant à une forme d'état pathologique"¹⁵.

La crise est un état de repli de la souffrance ou des contradictions ou des doutes qui peuvent entraîner des explosions ou de la violence sociale ou le rejet et la rébellion, c'est une rupture d'équilibre et elle est des transformations culturelles appelées changements de valeurs et c'est un renouvellement des transformations des essentiels de la vie psychologique des individus et de la société, il libère les individus introvertis, elle expose leurs énergies et établissent pour un être efficient innové et nouveau, Il s'agit d'une méthode d'intervention ou d'une manière d'intervention et d'un outil pour comprendre et analyser les transformations de la réalité sociale et son contrôle, Il s'agit d'une approche interventionniste ou d'une méthode d'intervention et d'un outil de compréhension et d'analyse des transformations de la réalité sociale, qui peut conduire au démantèlement de l'inertie et de la rigidité psychologique et sociale pour revenir aux sources de leur potentiel, en la considérant aussi une violence traditionnelle qui menace toute unité organisationnelle.

Ainsi, la crise vécue par la société tunisienne est la capacité de la structure sociale d'amener un segment social à la créativité qui revêt plus tard l'image, d'une délinquance, d'une rébellion collective ou d'une paresse. Et ce déséquilibre existe par le manque de moyens légitimes permis pour atteindre les objectifs souhaités conformément aux valeurs et aux normes prédominantes et dans ce contexte social apparaît plusieurs formes de refus et de rébellion comme le suicide et la violence ; ces formes expriment une interrogation profonde remettant en question la cohésion et la continuité de l'union (individuelle ou collective.....) qui peut être observé mais qui ne peut être remise en place que dans une dynamique acceptant la vie à travers un choix décisif puisqu'elle est déterminée par l'incapacité à prendre une décision nécessaire à la construction de l'unité et sa création est liée à ces deux fondements cruciaux. Ces derniers constituent une déchirure causée par un événement qui semble transformer radicalement les conditions d'existence, cet événement peut être une décision prise par une minorité auquel y est soumise une majorité ou un groupe et ceci fait perdre l'existence de schémas d'adaptation ce qui met à nue l'impossibilité de maintenir ce qu'on appelle l'état connu ou le premier cas et ça s'explique généralement par des transformations qui se produisent dans le contexte et qui ne peuvent être contournées ou auxquelles on ne peut pas se préparer.



C'est une transformation sociale qui reflète un changement radical qui touche l'aspect structurel, « un moment que les acteurs ne connaissent pas et qui n'est pas fixe et stable ; elle peut être dans une certaine mesure proche de la situation révolutionnaire et l'accumulation nécessaire pour amorcer une révolution sociétale¹⁶ » En outre, la crise reflète un événement soudain et tangible dans la vie des individus et pénètre les chemins de la vie sociale à travers des situations sérieuses qui expriment une situation pathologique grave et jouent un rôle révélateur pour provoquer la transformation sociale, c'est un événement confus et déstabilisant du système social d'une part, régulateur et transformateur d'une autre part il enflamme, donc, le parcours de la régression dans un temps et le parcours de la coalition dans un autre temps pour apporter un changement réel dans notre société¹⁷».


Ce phénomène crée également une « richesse dans l'analyse » à travers laquelle nous pouvons comprendre la nature du cours du développement sociétal et la nature du parcours de la coalition et celui de régression sans oublier le mécanisme de chacun d'eux¹⁸, qui est un phénomène de conflit révélant des interférences ainsi qu'un conflit d'intérêts entre les acteurs sociaux¹⁹ mais révèle, également, la spoliation des différentes parties du pouvoir et de la sphère sociale et politique centre des tensions.

¹⁶ Edgar Morin, 1968, " Pour une sociologie de la crise", in Communication, 12, 1968, p5.

¹⁷ Edgar Morin, " Pour une sociologie.....Ibid, p4.

¹⁸ Ibid.....Op.cit, p5.

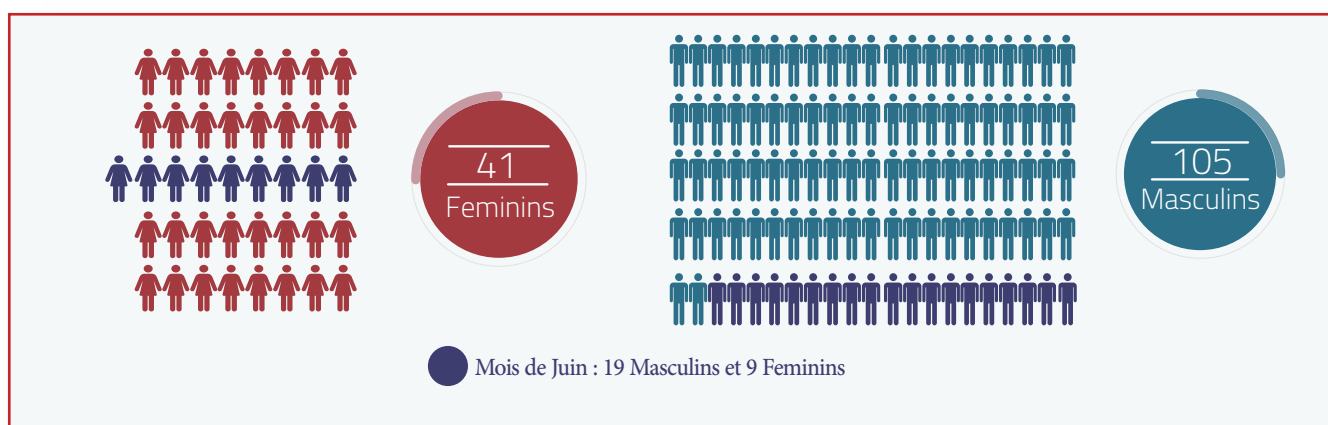
¹⁹ Ibidem....., P5.



Les cas et les tentatives de suicides

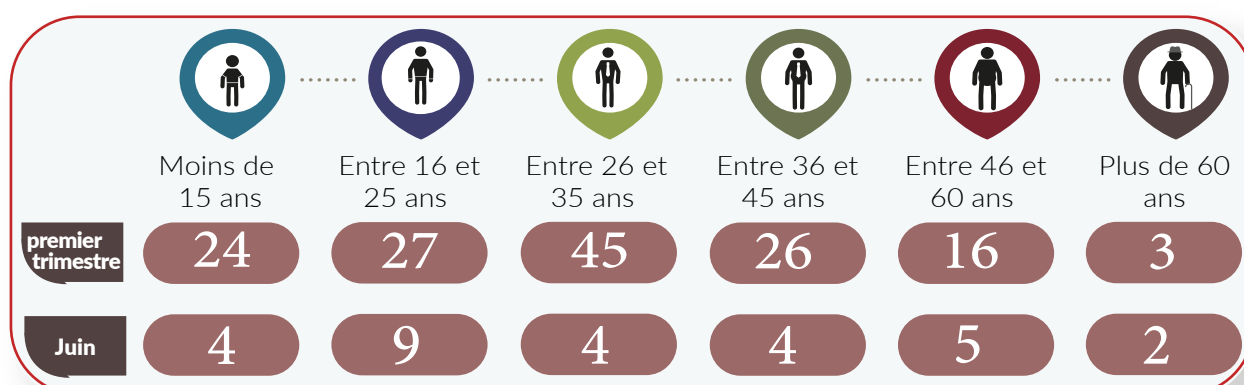
Grâce à ce qui a été observé, le groupe masculin est considéré comme l'un des groupes les plus suicidaires mais le groupe dominant est âgé de 26 à 35 ans, suivi par le groupe d'âge de 36 à 45 ans. Ces actes sont généralement causés par la fragilité de la situation professionnelle ou le chômage ainsi que les problèmes familiaux, les pressions et les responsabilités vécues par l'individu dans la société tunisienne ; suivie en troisième place par le groupe d'âge de moins de 15 ans et les causes sont principalement les violences domestiques que subissent ces enfants sans oublier le viol et le harcèlement psychologique auxquels ils peuvent être soumis et peuvent parfois être une reproduction ou une imitation d'actes de suicide de personnes âgées appartenant à leurs familles. Le gouvernorat de Kairouan se classe premier vu le nombre de Suicide.

Suicide par Genre



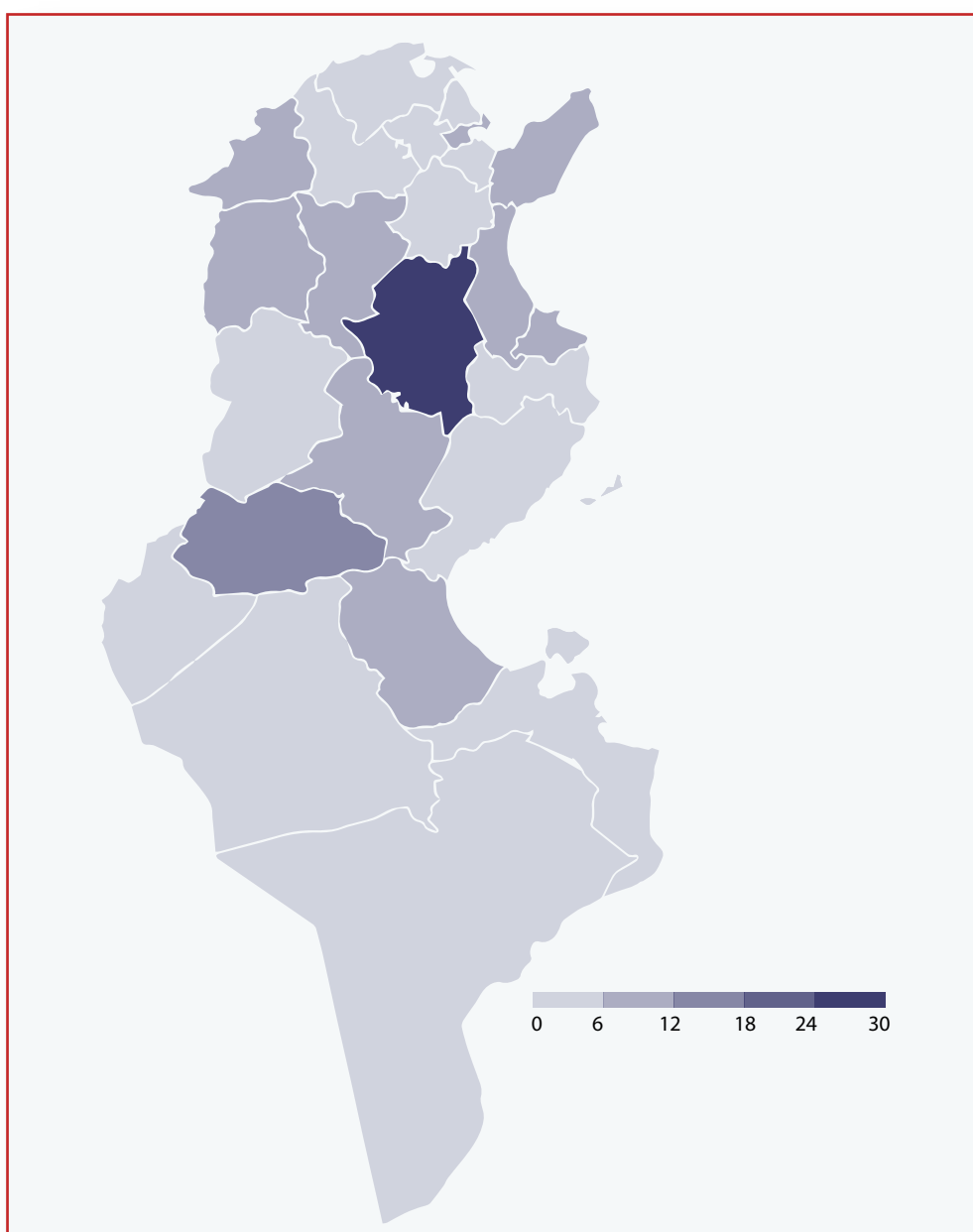
On peut observer la moitié des actes de suicide à travers deux logiques propres aux acteurs sociaux : premièrement en le décrivant comme un appel à la mort et se manifeste à travers l'espace privé en particulier le processus de pendaison ou les tentatives d'ingestion de substances toxiques ou de médicaments, de tels comportements sont généralement adoptés par les filles. La deuxième interprétation serait un appel à la vie et une forme de protestation et de rébellion contre le vécu de cet individu et se manifeste à travers de nombreuses expressions dans le domaine public, y compris l'auto-immolation devant tout le monde. L'insuffisance et la rareté de l'information concernant le phénomène du suicide constitue une grande difficulté dans la délimitation de ses nombreux angles d'études.

Suicide par tranche d'Age



Les Suicides et tentatives de Suicide par gouvernorat au premier trimestre 2019

Gouvernorat	Bizerte	Tunis	Ariana	Manouba	Ben Arous	Zaghouan	Nabeul	Jendouba
Volume	2	10	0	2	1	1	7	8
Gouvernorat	Beja	Le Kef	Seliana	Sousse	Monastir	Mahdia	Sfax	Kairouan
Volume	2	7	10	8	8	4	5	29
Gouvernorat	Kasserine	Sidi bouzid	Gabes	Medenine	Tataouine	Gafsa	Tozeur	Kebili
Volume	3	7	6	4	3	14	3	2

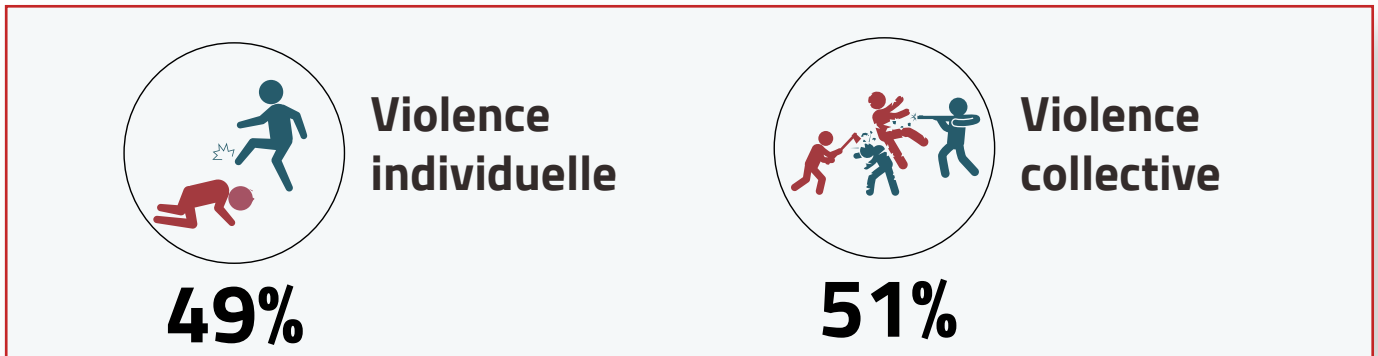


Le rapport de la violence

En ce qui concerne les cas de violence la catégorie collective domine la violence individuelle. La catégorie masculine est considérée comme la plus violente.

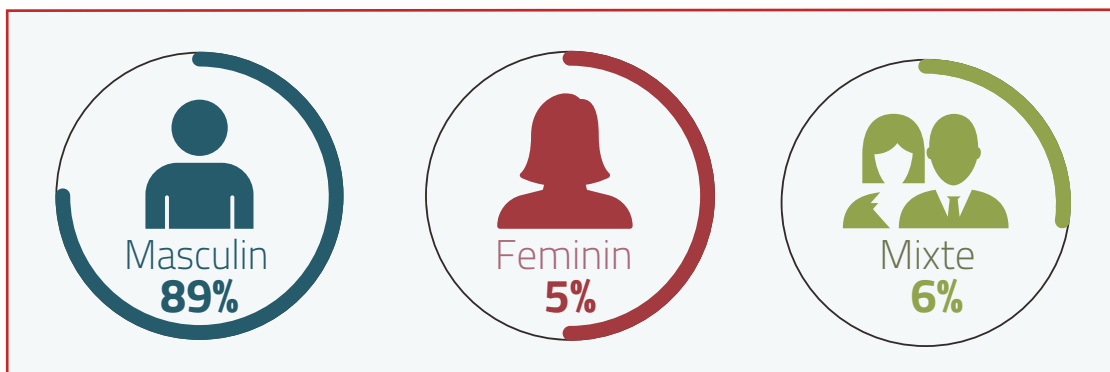
Par ailleurs, la violence impulsive et criminelle, comme les vols, les braquages, les agressions à l'arme blanche dans les rues et dans les places publiques se positionne à la première place du classement au cours des six premiers mois de cette année ; S'en suivent les violences domestiques et sexuelles, qui se produisent souvent dans les espaces d'habitations, dans les espaces hospitaliers ou d'éducation, suivies des violences administratives exercées dans les espaces des institutions officielles.

Les cas de violence au premier trimestre 2019

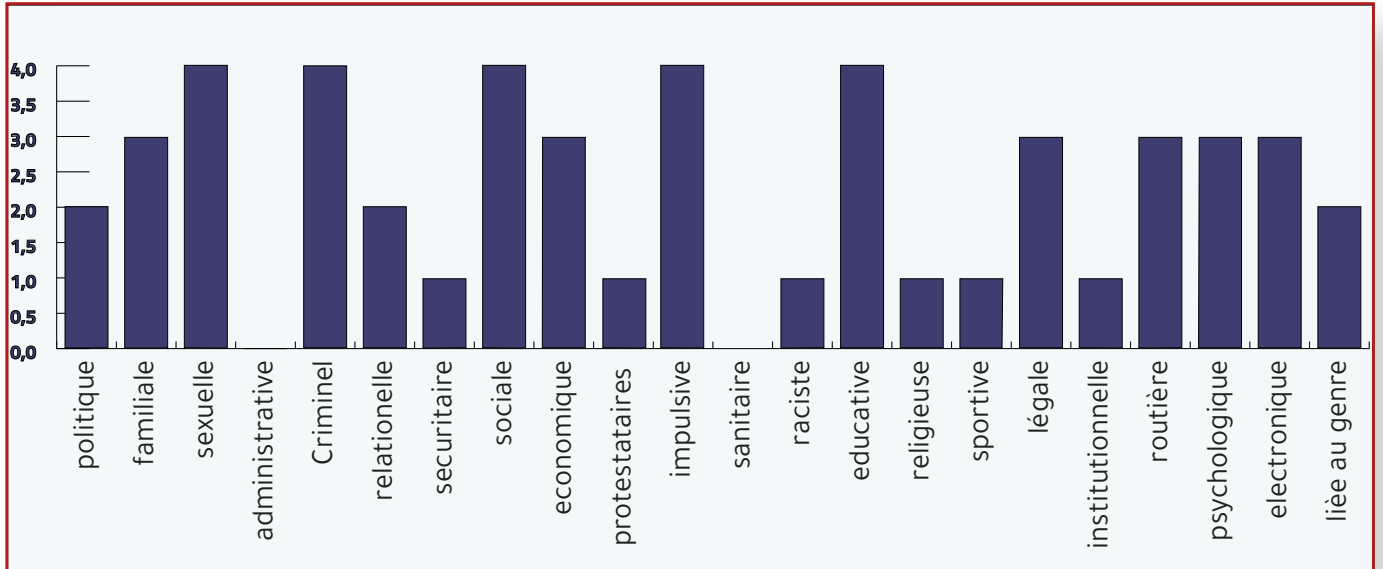


Les hommes sont toujours au premier plan des acteurs sociaux les plus violents, avec 89 % des cas de violence observés commis par des hommes, 6 % des cas de violence sont mixtes et 5 % des cas de violence ont été commis par des femmes.

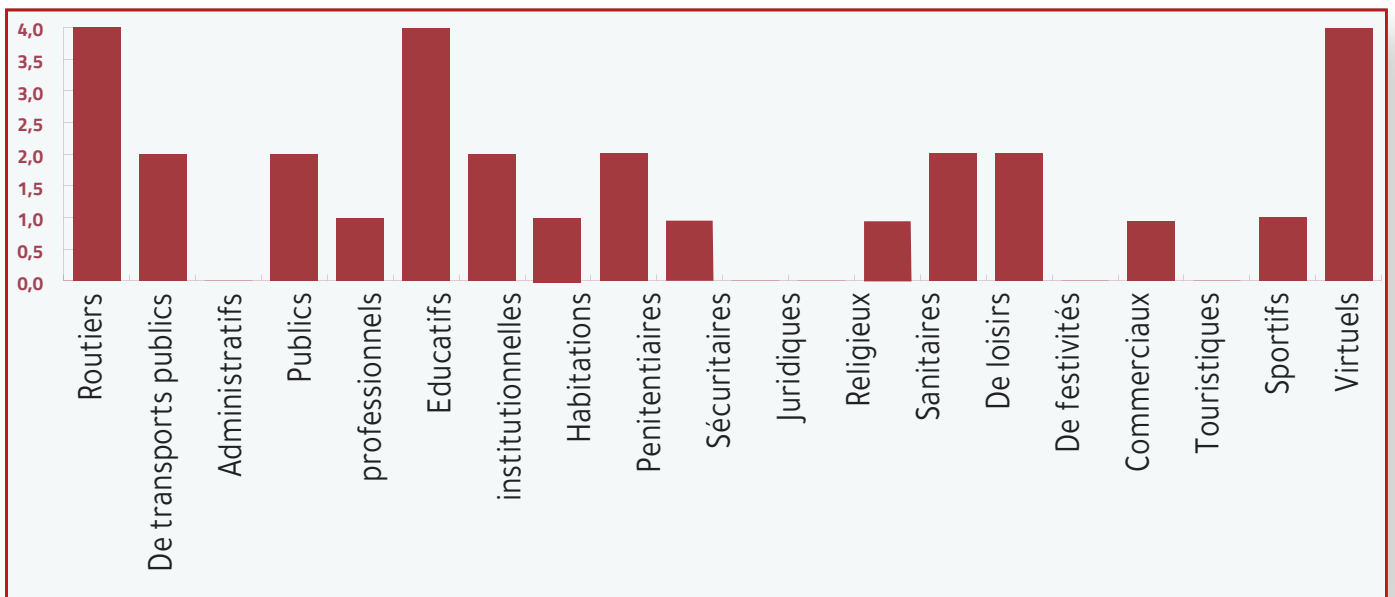
Violence par Genre



Formes de violence



Intensité des violences par espace



Conclusion

Le suicide ou la menace de suicide individuel et collectif et la violence sous ses formes, observés au cours des six premiers mois, portent beaucoup de subjectivité dans leur pratique en tant qu'acte adopté par les individus et exprime une incapacité d'intégration ou de réalisation de la reconnaissance sociale qui reflète l'échec de l'institution à son écoute en tant que parti social comme nous le savons à travers Les écrits d'Axel Honnethan : la reconnaissance ne se réalise qu'en la présence de trois espaces, à savoir : l'espace d'amour (sphère de l'amour) entre les membres de la société, l'espace de ses droits et libertés (sphère des droits) et l'espace d'autosatisfaction (sphère de l'estime de soi) qui lui fait perdre son contenu social et sa place au sein du groupe portant en son sein la peur, l'oppression et les sentiments de rejet et de rébellion contre sa vie quotidienne.

La montée des voix avec de nouvelles ascendances de protestation, comme l'environnement, la santé, la citoyenneté effective et les valeurs ; constituant une question sociologique attrayante, qui reflète de nouvelles stratégies pour les acteurs dans leurs modèles d'action, dans leurs espaces de protestation et les secteurs qui les occupent. Ces derniers ont poussé les mouvements sociaux aux limites de la tornade et le bouillonnement, tantôt émergeant et tantôt s'éteignant.

Cette dernière est une interrogation compte tenu de l'absence d'encadrement et de contenance de ces mouvements réfractaires ainsi qu'à l'indifférence de l'Etat ; ceci les poussent parfois à adopter de nouveaux moyens de réaction à un incident allant parfois à la migration, à des migration non réglementaires avec leurs familles ou à franchir les frontières du pays vers un autre pays (l'Algérie) et d'autres pratiques de rejet de leur réalité sociale.